

Le Liban et la Suisse: Regard croisé sur deux destins

Conférence donnée par M.Pascal Couchepin Ancien Président de la Confédération Suisse

MAISON DU FUTUR, Bikfaya
[13 octobre, 2015]

La Maison du Futur a organisé le mardi 13 octobre à 18 heures dans son siège au Séraï de Bikfaya une conférence présentée par l'ancien Président de la Confédération Suisse Pascal Couchepin intitulée "Liban et Suisse : regard croisé sur deux destins".

Le Président Gemayel a inauguré la séance en disant : "Malgré la situation difficile, le Liban assume son message de liberté et d'ouverture (...) Le combat devrait continuer, et c'est là que s'inscrit le rôle de la Maison du Futur comme un centre de culture et de recherche, pour prôner un avenir meilleur pour le Liban et la région ainsi que développer les valeurs de paix, de liberté, de démocratie, et de respect de pluralisme."

Le Président Gemayel a de même annoncé le thème du prochain congrès annuel de la MDF qui se déroulera en mai 2016 : "Sykes Picot, 100 ans après". Il a alors repris : "Le thème de notre conférence aujourd'hui s'inscrit dans le cadre du cheminement du Liban qui rappelle celui de la Suisse. Notre objectif est de respecter le pluralisme et de réaliser la décentralisation et la neutralité. Cette neutralité n'est pas uniquement un acte politique mais un acte de foi portant en lui-même plein de valeurs et de principes qui ont préservé le Liban malgré toute l'histoire de guerres qui l'a déstabilisé. Notre neutralité n'invite pas à l'isolationnisme mais à l'ouverture qui permet au Liban de jouer un rôle dans le monde arabe afin de participer à la résolution des conflits."

Au début de son intervention, M. Couchepin a exprimé "son admiration pour le Liban qui vit sous le stress d'un afflux de réfugiés très important, dans une région très difficile, et qui tient le coup face à cette extraordinaire pression démographique. On ne peut qu'admirer le respect que les Libanais ont envers leurs frères dans le malheur qui se sentent forcés à l'exil. Cette admiration doit aussi s'étendre à l'Italie qui reçoit des milliers de réfugiés, et de même à la Grèce qui traite ce problème avec beaucoup de dignité et d'efficacité. Imaginez que 200 et 300 réfugiés français arrivent à Lausanne : je ne suis pas sûr que la Suisse aurait la même capacité à affronter le problème avec tant de dignité comme vous l'avez fait."

"J'ai souvent réfléchi : de quel droit je me permettrais de porter un jugement sur ce qui se passe au Liban, sur une réalité que je n'ai pas vécue ? C'est pour cette raison que mon intervention est un récit basé sur ce que la Suisse a pu faire, tout en me demandant si ceci pouvait animer le débat entre ceux qui voudraient fédéraliser le Liban, et ceux qui préféreraient une décentralisation et ceux qui conserveraient le statu quo."

M. Couchepin a d'abord présenté un aperçu historique de la Suisse depuis la guerre de Marignan, jusqu'à la période de la tutelle française qui a duré 200 ans : "À cette époque, les ambassadeurs de France avaient un droit de veto sur la politique nationale. C'était une période de stagnation politique qui a duré jusqu'à la révolution française (...) avec une expansion du service mercenaire de la Suisse à l'étranger. À cette époque, on disait en Europe que La confédération helvétique est gouvernée par la confusion des hommes et la grâce de Dieu. De temps en temps, je pense que le Moyen-Orient est dans une situation semblable, et je me demande lequel des deux il faudrait améliorer : plus de grâce divine ou moins de confusion humaine ?"

Il a poursuivi : "La Suisse était, à la fin du XVIII^e siècle, totalement inefficace et paralysée. Les troupes françaises avaient envahi la Suisse et l'ancien régime était déchu. La République

Helvétique Centrale et indivisible a été introduite. Le pays était gouverné par un directoire de sept membres. C'était un pouvoir collectif qui a été sans doute le seul soviét qui a bien fonctionné."

Les Français ont cassé les structures traditionnelles, des révoltes sont apparues partout, et il a fallu l'intervention de Napoléon (par l'acte de médiation de 1803) pour rétablir dans une certaine mesure l'ancien système fédéraliste. De 1815 à 1848, c'était une période d'agitation libérale pour adapter les structures politiques du pays. Canton par canton, les institutions ont changé. Une courte guerre civile très peu sanglante a éclaté entre cantons libéraux et cantons conservateurs catholiques, pendant trois semaines. Pour illustrer la confusion du système, Couchebin a aussi rappelé que "les troupes catholiques conservatrices étaient commandées par un Protestant."

"Comment s'est par la suite constitué l'État ? D'abord sans vengeance, et à travers l'établissement de régimes radicaux avec une réforme démocratique du système (...) Les efforts se sont axés sur l'Éducation. On avait deux choix : soit nationaliser les universités, soit faire quelque chose de neuf et c'est ainsi que deux écoles polytechniques ont vu le jour pour forger la Suisse moderne avec des techniques telles que le chemin de fer, l'électricité... Le pays s'est transformé grâce à une élite de gens ouverts à la modernité, à la technologie et à la science (...) Ces écoles polytechniques qui appartiennent à la Confédération ont été un centre de débat passionnant, ce qui a permis de fonder l'esprit national de la Confédération."

"De 1850 à 1900, les Suisses ont essayé de créer un esprit national qui dépasse les confessions. Créer l'unité par de grandes sociétés patriotiques de chant, de gymnastique, de tirs etc. qui dépassaient les frontières des communautés linguistiques ou confessionnelles, et avec l'aide des fondateurs de la théorie de Marignan comme étant le début de la neutralité suisse. Le pays a pu petit à petit faire émerger l'esprit de l'unité Helvétique (...) Donc on a essayé avec toute une série de symboles qui ont été rendus plus vivants par le biais de leur rapprochement de la masse populaire : école polytechnique, armée fédérale, volonté de dire que ce qui nous unit est plus important que ce qui nous sépare. Il faut de même dans un état moderne, pour créer un patriotisme commun, que l'aide sociale soit le produit de la communauté nationale et non pas d'un groupe pour faire en sorte que chacun puisse bénéficier d'une partie de la prospérité commune, ce que nous appliquons à travers la péréquation financière c.à.d les cantons les plus riches et la Confédération aident les cantons les plus pauvres qui sont à moins de 80% de la moyenne nationale des revenus pour que l'État cantonal qui s'occupe de l'éducation primaire, des routes secondaires, et d'une partie de la sécurité sociale, ait les moyens de faire face à ses obligations de solidarité."

"Un système comme celui-là ne peut réussir que si l'on a confiance en le pouvoir central. Comment est-ce qu'on construit la confiance ? C'est par une certaine méfiance à l'égard du pouvoir politique, d'où la nécessité de justifier toute et chaque dépense. À titre d'exemple, les ministres ont chaque année un montant pour les frais annexes, et chaque mois ils reçoivent un état des dépenses. Si le montant annuel d'environ 25000 dollars est dépassé, le Président de la Confédération leur demande des justifications."

Il a de même porté l'accent sur le fait que "L'état est impartial et nous avons cultivé depuis toujours une participation de toutes les forces politiques au gouvernement. Mais Lorsqu'on est au gouvernement on abandonne le lien étroit qui nous lie à notre parti, et on dépend toujours des positions du gouvernement prises par la majorité."

Les mots clés seraient donc la confiance, l'effort intellectuel, l'effort social et la modestie du système politique.

"La neutralité suisse ne signifie pas le refus de juger mais le refus de participer à tout conflit armé. Nous ne sommes pas neutres idéologiquement mais nous ne participons jamais à des alliances, et nous offrons le territoire national pour des rencontres."

M. Couchebin a conclu son intervention en se demandant : "Est-ce que les choses sont transposables au Moyen Orient ? La seule issue serait la préservation de la paix civique. Vous avez une chance de pouvoir montrer que dans cette partie du monde délicate il peut y avoir de la tolérance et la reconnaissance politique de l'autre."

Suite à la conférence, une séance de questions et réponses a eu lieu, suivie d'un vin d'honneur à l'occasion.